



**Fédération de la Santé et de l'Action Sociale
(FSAS-CGTG)**

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org



COMMUNIQUE DES PRESSE - 10 Février 2018

Ce jour, vendredi 09 Février 2018, la FSAS-CGTG a clôturé son IVème Congrès aux Abymes.

Une nouvelle commission exécutive, comptant 70 % de femmes, a été élue pour assurer l'administration fédérale durant les une mandature de quatre années, soit jusqu'à 2022.

A la tête de cette commission, un bureau fédéral de 11 secrétaires fédéraux et un secrétaire général.

Le secrétaire général sortant, BELAIR Philippe, s'est représenté au poste et a été reconduit.

Le rapport d'activités de la mandature et le document d'orientation ont été adoptés à la grande majorité des congressistes.

Le document d'orientation est décliné selon 7(Sept) grandes orientations :

1. Sur le plan syndical :

La lutte pour convaincre et resyndicaliser les travailleurs qui ont perdu l'espoir en se laissant convaincre par les discours propagandistes. Il s'agit de reprendre nos fondamentaux de syndicalisme confédéral et de lutte de classe. Il n'y a de moderne que ce qui élève et libère l'Homme, c'est sur ce principe que nous devons nous réapproprier nos mots et idéations qui étaient propre à nos prédécesseurs leur permettant d'affronter et de gagner l'adversaire.

Cet adversaire, aujourd'hui, occupe nos esprits par des moyens médiatiques à sa solde et les NTIC après avoir détruit, via des politiciens corrompus, l'instruction - clef de la compréhension des choses - par des réformes stupides comme l'usage de la méthode globale qui fût une catastrophe pédagogique avec pour seule conséquence : la désidéologisation de la politique et l'enfermement de la population dans des certitudes maintenues à coup de peur du lendemain.

Notre mission, avec et auprès d'autres, est de reprendre le dessus idéologique en réaffirmant ce pourquoi nous existons : **un syndicalisme de lutte**. *"Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. »*

« La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! » disait l'ancien secrétaire général de la CGT, Henry Krasucki.

2. Sur le point social en général :

La lutte politique contre la loi travail et les ordonnances Macron. L'application de ces ordonnances auront de lourdes conséquences et les travailleurs sont loin de réaliser ce que sera demain pour eux et pour leurs enfants. La question n'est pas que, seule, la FSAS-CGTG y fera face mais qu'elle doit contribuer à la conscience politique nécessaire pour qu'un jour une autre loi défasse cette loi. Ceux qui ont voulu faire passer l'idée que le syndicalisme doit être déconnecté du politique se sont trompé, plus que jamais seule une conscience politique forte rendra aux travailleurs leur dignité. En attendant, et sur le terrain, les luttes seront sévères pour sauvegarder des droits dans les entreprises.

3. Sur la Fonction publique Hospitalière :

La lutte contre les GHT : Notre fédération s'est déjà positionné sur le caractère dangereux des GHT pour la santé publique. Nous avons réussi à faire valoir deux GHT pour tenter de sauver les meubles mais l'ARS a sa lettre de mission qui vient du gouvernement MACRON, lui même sous l'empire de l'Union Européenne. D'autres luttes s'annoncent afin de convaincre les travailleurs de la santé publique à se mobiliser pour améliorer leurs conditions de travail en dépit des circonstances.

La reconstruction CHU : Lors de notre conférence-débat de Novembre dernier, nous avons bien constater que la seule région viable en cas de grande catastrophe naturelle c'est la côte-sous-le-vent. Or toutes les constructions importantes, dont le nouveau CHU, est au centre de l'archipel. Sans compter la montée des eaux prévue exactement sur Perrin dans une trentaine d'années. On voit bien là, soit une volonté aveugle des politiques, soit une cécité volontaire des technocrates. Le pire est que nous soupçonnons l'Etat de vouloir, au travers d'une Direction commune soutenue par le Département, faire du nouveau CHGR une succursale du nouveau CHU, quid d'une véritable filière gériatrique en Guadeloupe à l'heure où l'on parle de vieillissement de la population dans, aussi, trente ans. La lutte doit être intersectorielle (Agents du CHU - Agents du CHGR - salariés des SSIAD - Salariés des SAP) pour exiger la création de cette filière et que le CHGR ne disparaisse.

Le statut des fonctionnaires : Beaucoup n'ont pas encore compris que si le code du travail a sauté par des lois et ordonnances, le même processus attends le statut protégé du fonctionnaire. Il faut se rappeler qu'avant la dernière guerre, un fonctionnaire pouvait être congédié sur le champ sans tambour ni trompette. L'engagement de syndicalistes dans la résistance et le CNR ont donné lieu à bien des droits que nous croyons éternels parce que nous sous-estimons la farouche volonté de l'oligarchie de nous soumettre en revenant à cette période. De même que es 40% de chère et les congés bonifiés de nos frères et sœurs qui vivent là-bas, sont en danger.

Par ailleurs, une idée circule remettant en question la valeur légale des accords locaux, c'est bien là que l'on se rend compte de la duplicité du système néolibéral qui crée l'inversion

des normes pour le privé en "suprématisant" l'accord d'entreprise tout en doutant de la licéité d'un accord local dans le publique.

Notre participation à la redynamisation de l'USFF-CGTG : l'Union Syndicale des Fédérations de Fonctionnaires est un outil à raviver car les élections prochaines se feront le même jour pour toutes les fonctions publiques et la CGTG devra être en ordre de marche.

4. Dans le secteur social et médicosocial : La lutte contre la régression des moyens dans le social et le médicosocial est nécessaire. La réforme de la formation professionnelle a reconsidéré les projets personnels tant dans la dimension volontaire que dans le financement même. La convention 66 est menacé par le nouveau syndicat employeur - NEXEM - mais déjà, un projet de loi prévoit la non-opposabilité de toutes les conventions collectives du social et du médicosocial pour laisser place aux CPOM qui sont le meilleur moyen de couler les petites structures à taille humaine au profit de grosses associations centralisées, singulièrement en France. Au delà de toute cette manigance, la cour Européenne a pris une décision - en date du 15 Avril 2015 - qui aura de lourdes conséquences dans les ESAT : "La notion de travailleur handicapé est inopérante". Les travailleurs du social ne semblent pas réaliser ce qui vient à eux et demeurent difficilement mobilisables mais la FSAS-CGTG se doit de trouver les voies et moyens pour les mobiliser.

5. Dans le secteur de la santé privée : La lutte contre la dénonciation de la Convention collective Départementale des Cliniques privées est primordiale car cette convention, que plus d'un jure qu'elle en est pas une, est plus avantageuse que celle des cliniques de France. A côté de cela, la restructuration sanitaire forcée au profit d'une oligarchie sanitaire est en marche, de gros capitaux font le tour des propriétaires et sont très intéressés si ce n'était la barrière de cette fameuse convention. Les deux semblent bien liés et le risque est bel et bien là que, sous prétexte de sauver des emplois, l'on demande aux travailleurs par voie référendaire de se passer la corde au cou.

De même, dans les LAM, la lutte contre la dégradation des conditions de travail depuis la loi des grandes fusions est plus que d'actualité.

Enfin, les SSIAD, depuis la loi sur le vieillissement de 2015, sont amenées à se confondre avec les Services à la Personne pour devenir des SPASAD que nul ne sait encore pour faire quoi - avec qui - pour qui.

6. Sur le plan International :

Le renforcement des liens d'amitié avec les organisations de luttes de classe du monde entier. Nous avons raviver nos relations avec la FSM, depuis son 17ème Congrès de 2016 en Afrique du sud, c'est le signe de notre détermination à garder notre ligne idéologique de la lutte de classe. Nous devons renforcer nos liens avec l'UIS de la Caraïbe et les affiliés de la CGT France (FNIC et autres).

7. Enfin, sur le plan interne :

La formation des cadres syndicaux et élus car on ne part pas en guerre sans soldats entraînés et la restructuration organisationnelle afin de nous permettre d'avoir un outil en capacité de passer à l'offensive. Revenir à nos fondamentaux, disions-nous plus-haut, afin de propulser sur le terrain, des militants en capacité à cerner les problématiques dans toutes leurs dimensions. Les formations seront bien-sûr syndicales mais aussi sociales - sociologiques - anthropologiques - juridiques et politiques.

Vive la CGTG, Vive la FSAS-CGTG, vive la FSM, vive la lutte de classe.

Le secrétaire général,



BELAIR Philippe